



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-6563>

Département(s) de publication : **10**

Annonce n° **26-6563**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de Troyes

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour des missions de diagnostic structurel, prescriptions de méthodologie et assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réparation et le renforcement structurel du cadre bâti.

**Description** : Le présent marché a pour objet de confier, à un bureau d'études spécialisé ou à un groupement de bureaux d'études spécialisés, la réalisation de diagnostics structurels sur le patrimoine bâti de la Ville de TROYES. Cette mission de diagnostics structurels pourra être suivie de missions spécifiques d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement d'un dossier de consultation des entreprises et/ou le suivi des travaux de remise en état et/ou de renforcement de la structure. Les diagnostics structurels, les préconisations et la méthodologie de réparation et de renforcement structurels et les missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sont à réaliser sur des bâtiments sur lesquels la Ville de TROYES exerce la maîtrise d'ouvrage. Cet accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est régi en application de l'article R. 2162-4 alinéa 2° du Code de la Commande Publique avec des montants maximums annuels fixés comme suit : Désignation du lot Montant maximum annuel HT Lot n°1 : Etablissements scolaires, Petite Enfance et Accueils de Loisirs 250 000€ Lot n°2 : Equipements sportifs 120 000€ Lot n°3 : Bâtiments culturels et culturels 250 000€ Lot n°4 : Bâtiments administratifs et autres bâtiments 150 000€ Lot n°5 : Urgence / périls sur le domaine public ou privé 50 000€ Le présent accord-cadre est passé pour une période de 1 an à compter de la date de réception de la notification au titulaire. Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre sera ensuite reconductible 3 fois, tacitement, par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

**Identifiant de la procédure** : 5cb7a118-8672-4f06-a563-b543f2fbd4cb

**Identifiant interne :** 202508291215

**Type de procédure :** Ouverte

**La procédure est accélérée :** non

#### 2.1.1 **Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71335000 Études techniques

#### 2.1.4 **Informations générales**

**Informations complémentaires :** Modalités de financement et de paiement Financement : Budget propre de la collectivité Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Avance : Il ne sera pas alloué d'avance. Délais de paiement : 30 jours. Le défaut de paiement dans les délais prévus à l'article ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 euros par retard constaté. Forme juridique de l'attributaire Candidat unique ou groupement de candidats. Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. Néanmoins, conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - en qualité de membres de plusieurs groupements. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique. En outre, l'acheteur n'autorisera aucune demande de constitution de groupement au regard de l'article R2142-3 du code de la commande publique ni aucune modification de groupement au regard de l'alinéa 2 de l'article R2142-26 du code de la commande publique. La présentation de variante, quel que soit son objet, n'est pas autorisée dans le cadre de la présente consultation. A défaut, la variante du candidat ou du groupement de candidat sera déclarée irrecevable et rejetée sans être analysée. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles. Disposition d'insertion sociale par l'activité économique Sans objet pour cette consultation. Dispositions relatives à l'environnement - En application de l'article 7 du CCAG PI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'acheteur. - Sous-critère de jugement des offres relatif aux moyens de déplacements de l'entreprise tendant vers des solutions les plus décarbonées possibles. - Sous-critère de jugement des offres relatif à la politique mise en œuvre par l'entreprise au niveau de l'achat des équipements, recyclage, réemploi et consommation d'énergie.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Code de la commande publique

#### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 5**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 5**

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion :** Avis

Violation des obligations établies en vertu de motifs d'exclusion purement nationaux : se référer au DC1 ou DUME

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Etablissements scolaires, Petite Enfance et Accueils de Loisirs

**Description :** Etablissements scolaires, Petite Enfance et Accueils de Loisirs

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71335000 Études techniques

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 250,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** Le manuel d'activités particulières (MAP) La déclaration du niveau de compétence du pilote (DNC) Le certificat d'aptitude théorique de télépilote de

drone conforme à la réglementation STS-01 afin de pouvoir intervenir en milieux urbains.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : SOIT le formulaire DC1 – Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants complété, joint au dossier de consultation Ce document est renseigné par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. En cas de groupement momentané d'entreprises (cotraitance), un acte d'habilitation du mandataire devra être joint et devra être signé par les cotraitants afin que celui-ci puisse valablement signer l'accord-cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Cet acte pourra être signé manuscritement puis scanné pour une transmission électronique lors du dépôt du pli. Au moment de l'attribution, le mandataire devra produire à la demande de l'acheteur public dans un délai fixé par ce dernier, ledit document signé électroniquement assorti de son certificat électronique. Le formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement complété dans son intégralité, joint au dossier de consultation ; La copie de la délégation de pouvoir/signature autorisant le signataire à engager la personne qu'il représente, le cas échéant ; L'attestation d'assurance en cours de validité relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité, L'attestation d'assurance RC en cours de validité couvrant les risques liés aux activités de vol de drone L'attestation sur l'honneur en application de Règlement UE n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, complétée et signée Déclaration indiquant si le candidat fait oui ou non l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (cette déclaration est prévue à l'article F2 du formulaire DC2 SOIT Formulaire DUME (Document Unique du Marché Européen), accepté en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 prouvant que le candidat dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, le candidat devra compléter : - les parties I, II, III et VI, - la partie IV « critères de sélection » : le candidat devra compléter les sections B et C et faire figurer à minima les renseignements suivants : Au titre des capacités économiques et financières du candidat (section B) : → Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les 3 derniers exercices connus. Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat (section C) : → Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Attestation des certificats de qualification professionnelle\* établis par des organismes indépendants Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres, pour chacune des compétences suivantes : Structure en béton armé et en maçonnerie traditionnelle Structure métallique Structure en bois et en lamellé collé Structure composite (pierre armée, cerclage, ...). Fondations spéciales, reprises en sous-œuvre. Toute typologie spécifique et exceptionnelle de structure d'établissement La collectivité précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment certifications, qualifications, références de missions réalisées, diplômes ou

justifications de formation, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat (chaque candidat pourra le cas échéant joindre en sus les curriculums vitae de chaque membre de son équipe pluridisciplinaire) mais également des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. . Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Se reporter au règlement de la consultation

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 23/02/2026 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Service commande publique

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Equipements sportifs

**Description :** Equipements sportifs

**Identifiant interne :** 2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71335000 Études techniques

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 120,000 Euro

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

##### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** Le manuel d'activités particulières (MAP) La déclaration du niveau de compétence du pilote (DNC) Le certificat d'aptitude théorique de télépilote de drone conforme à la réglementation STS-01 afin de pouvoir intervenir en milieux urbains.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : SOIT le formulaire DC1 – Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants complété, joint au dossier de consultation Ce document est renseigné par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. En cas de groupement momentané d'entreprises (cotraitance), un acte d'habilitation du mandataire devra être joint et devra être signé par les cotraitants afin que celui-ci puisse valablement signer l'accord-cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Cet acte pourra être signé manuscritement puis scanné pour une transmission électronique lors du dépôt du pli. Au moment de l'attribution, le mandataire devra produire à la demande de l'acheteur public dans un délai fixé par ce dernier, ledit document signé électroniquement assorti de son certificat électronique. Le formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement complété dans son intégralité, joint au dossier de consultation ; La copie de la délégation de pouvoir/signature autorisant le signataire à engager la personne qu'il représente, le cas échéant ; L'attestation d'assurance en cours de validité relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité, L'attestation d'assurance RC en cours de validité couvrant les risques liés aux activités de vol de drone L'attestation sur l'honneur en application de Règlement UE n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, complétée et signée Déclaration indiquant si le candidat fait oui ou non l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (cette déclaration est prévue à l'article F2 du formulaire DC2 SOIT Formulaire DUME (Document Unique du Marché Européen), accepté en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 prouvant que le candidat dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, le candidat devra compléter : - les parties I, II, III et VI, - la partie IV « critères de sélection » : le candidat devra compléter les sections B et C et faire figurer à minima les renseignements suivants : Au titre des capacités économiques et financières du candidat (section B) : → Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les 3 derniers exercices connus. Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat (section C) : → Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Attestation des certificats de qualification professionnelle\* établis par des organismes indépendants Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres, pour chacune des compétences suivantes : Structure en béton armé et en maçonnerie traditionnelle Structure métallique Structure en bois et en lamellé collé Structure composite (pierre armée, cerclage, ...). Fondations spéciales, reprises en sous-œuvre. Toute typologie spécifique et exceptionnelle de structure d'établissement La collectivité précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment certifications, qualifications, références de missions réalisées, diplômes ou justifications de formation, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat (chaque candidat pourra le cas échéant joindre en sus les curriculum vitae de chaque

membre de son équipe pluridisciplinaire) mais également des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. . Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Se reporter au règlement de la consultation

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 23/02/2026 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Service commande publique

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** Bâtiments culturels et culturels

**Description :** Bâtiments culturels et culturels

**Identifiant interne :** 3

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71335000 Études techniques

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 250,000 Euro

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

##### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** Le manuel d'activités particulières (MAP) La déclaration du niveau de compétence du pilote (DNC) Le certificat d'aptitude théorique de télépilote de drone conforme à la réglementation STS-01 afin de pouvoir intervenir en milieux urbains.

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description** : SOIT le formulaire DC1 – Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants complété, joint au dossier de consultation Ce document est renseigné par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. En cas de groupement momentané d'entreprises (cotraitance), un acte d'habilitation du mandataire devra être joint et devra être signé par les cotraitants afin que celui-ci puisse valablement signer l'accord-cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Cet acte pourra être signé manuscritement puis scanné pour une transmission électronique lors du dépôt du pli. Au moment de l'attribution, le mandataire devra produire à la demande de l'acheteur public dans un délai fixé par ce dernier, ledit document signé électroniquement assorti de son certificat électronique. Le formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement complété dans son intégralité, joint au dossier de consultation ; La copie de la délégation de pouvoir/signature autorisant le signataire à engager la personne qu'il représente, le cas échéant ; L'attestation d'assurance en cours de validité relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité, L'attestation d'assurance RC en cours de validité couvrant les risques liés aux activités de vol de drone L'attestation sur l'honneur en application de Règlement UE n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, complétée et signée Déclaration indiquant si le candidat fait oui ou non l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (cette déclaration est prévue à l'article F2 du formulaire DC2 SOIT Formulaire DUME (Document Unique du Marché Européen), accepté en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 prouvant que le candidat dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, le candidat devra compléter : - les parties I, II, III et VI, - la partie IV « critères de sélection » : le candidat devra compléter les sections B et C et faire figurer à minima les renseignements suivants : Au titre des capacités économiques et financières du candidat (section B) : → Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les 3 derniers exercices connus. Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat (section C) : → Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Attestation des certificats de qualification professionnelle\* établis par des organismes indépendants Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres, pour chacune des compétences suivantes : Structure en béton armé et en maçonnerie traditionnelle Structure métallique Structure en bois et en lamellé collé Structure composite (pierre armée, cerclage, ...). Fondations spéciales, reprises en sous-œuvre. Toute typologie spécifique et exceptionnelle de structure d'établissement La collectivité précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment certifications, qualifications, références de missions réalisées, diplômes ou justifications de formation, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat (chaque candidat pourra le cas échéant joindre en sus les curriculum vitae de chaque membre de son équipe pluridisciplinaire) mais également des références de

travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. . Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Se reporter au règlement de la consultation

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 23/02/2026 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Service commande publique

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : Service commande publique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : Service commande publique

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

**Titre** : Bâtiments administratifs et autres bâtiments

**Description** : Bâtiments administratifs et autres bâtiments

**Identifiant interne** : 4

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71335000 Études techniques

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 3

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 150,000 Euro

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

##### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Le manuel d'activités particulières (MAP) La déclaration du niveau de compétence du pilote (DNC) Le certificat d'aptitude théorique de télépilote de drone conforme à la réglementation STS-01 afin de pouvoir intervenir en milieux urbains.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : SOIT le formulaire DC1 – Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants complété, joint au dossier de consultation Ce

document est renseigné par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. En cas de groupement momentané d'entreprises (cotraitance), un acte d'habilitation du mandataire devra être joint et devra être signé par les cotraitants afin que celui-ci puisse valablement signer l'accord-cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Cet acte pourra être signé manuscritement puis scanné pour une transmission électronique lors du dépôt du pli. Au moment de l'attribution, le mandataire devra produire à la demande de l'acheteur public dans un délai fixé par ce dernier, ledit document signé électroniquement assorti de son certificat électronique. Le formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement complété dans son intégralité, joint au dossier de consultation ; La copie de la délégation de pouvoir/signature autorisant le signataire à engager la personne qu'il représente, le cas échéant ; L'attestation d'assurance en cours de validité relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité, L'attestation d'assurance RC en cours de validité couvrant les risques liés aux activités de vol de drone L'attestation sur l'honneur en application de Règlement UE n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, complétée et signée Déclaration indiquant si le candidat fait oui ou non l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (cette déclaration est prévue à l'article F2 du formulaire DC2 SOIT Formulaire DUME (Document Unique du Marché Européen), accepté en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 prouvant que le candidat dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, le candidat devra compléter : - les parties I, II, III et VI, - la partie IV « critères de sélection » : le candidat devra compléter les sections B et C et faire figurer à minima les renseignements suivants : Au titre des capacités économiques et financières du candidat (section B) : → Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les 3 derniers exercices connus. Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat (section C) : → Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Attestation des certificats de qualification professionnelle\* établis par des organismes indépendants Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres, pour chacune des compétences suivantes : Structure en béton armé et en maçonnerie traditionnelle Structure métallique Structure en bois et en lamellé collé Structure composite (pierre armée, cerclage, ...). Fondations spéciales, reprises en sous-œuvre. Toute typologie spécifique et exceptionnelle de structure d'établissement La collectivité précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment certifications, qualifications, références de missions réalisées, diplômes ou justifications de formation, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat (chaque candidat pourra le cas échéant joindre en sus les curriculum vitae de chaque membre de son équipe pluridisciplinaire) mais également des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. . Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de

même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Se reporter au règlement de la consultation

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 23/02/2026 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Service commande publique

## 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

**Titre :** Urgence / périls sur le domaine public ou privé

**Description :** Urgence / périls sur le domaine public ou privé

**Identifiant interne :** 5

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71335000 Études techniques

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** Le manuel d'activités particulières (MAP) La déclaration du niveau de compétence du pilote (DNC) Le certificat d'aptitude théorique de télépilote de drone conforme à la réglementation STS-01 afin de pouvoir intervenir en milieux urbains.

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** SOIT le formulaire DC1 – Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants complété, joint au dossier de consultation Ce document est renseigné par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. En cas de groupement momentané d'entreprises (cotraitance), un acte d'habilitation du mandataire devra être joint et devra être signé par les cotraitants afin que celui-ci puisse valablement signer l'accord-cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Cet acte pourra être signé manuscritement puis scanné

pour une transmission électronique lors du dépôt du pli. Au moment de l'attribution, le mandataire devra produire à la demande de l'acheteur public dans un délai fixé par ce dernier, ledit document signé électroniquement assorti de son certificat électronique. Le formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement complété dans son intégralité, joint au dossier de consultation ; La copie de la délégation de pouvoir/signature autorisant le signataire à engager la personne qu'il représente, le cas échéant ; L'attestation d'assurance en cours de validité relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité, L'attestation d'assurance RC en cours de validité couvrant les risques liés aux activités de vol de drone L'attestation sur l'honneur en application de Règlement UE n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, complétée et signée Déclaration indiquant si le candidat fait oui ou non l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente (cette déclaration est prévue à l'article F2 du formulaire DC2 SOIT Formulaire DUME (Document Unique du Marché Européen), accepté en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 prouvant que le candidat dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, le candidat devra compléter : - les parties I, II, III et VI, - la partie IV « critères de sélection » : le candidat devra compléter les sections B et C et faire figurer à minima les renseignements suivants : Au titre des capacités économiques et financières du candidat (section B) : → Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les 3 derniers exercices connus. Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat (section C) : → Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Attestation des certificats de qualification professionnelle\* établis par des organismes indépendants Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres, pour chacune des compétences suivantes : Structure en béton armé et en maçonnerie traditionnelle Structure métallique Structure en bois et en lamellé collé Structure composite (pierre armée, cerclage, ...). Fondations spéciales, reprises en sous-œuvre. Toute typologie spécifique et exceptionnelle de structure d'établissement La collectivité précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment certifications, qualifications, références de missions réalisées, diplômes ou justifications de formation, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat (chaque candidat pourra le cas échéant joindre en sus les curriculum vitae de chaque membre de son équipe pluridisciplinaire) mais également des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. . Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années pour la réalisation de contrat de même nature, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec mention des missions réalisées sur des monuments historiques.

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Se reporter au règlement de la consultation

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=38720>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 23/02/2026 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Service commande publique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Service commande publique

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Commune de Troyes

**Numéro d'enregistrement :** 21100374400011

**Adresse postale :** Place Alexandre Israël

**Ville :** TROYES

**Code postal :** 10000

**Subdivision pays (NUTS) :** Aube ( FRF22 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** commande.publique@ville-troyes.fr

**Téléphone :** 0325426845

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Numéro d'enregistrement :** FRF2351036

**Adresse postale :** 25, rue du Lycée

**Ville :** Châlons-en-Champagne

**Code postal :** 51036

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

**Téléphone :** 0326668687

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Numéro d'enregistrement :** FRF2351036

**Adresse postale :** 25, rue du Lycée

**Ville :** Châlons-en-Champagne

**Code postal** : 51036

**Subdivision pays (NUTS)** : Marne ( FRF23 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

**Téléphone** : 0326668687

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Service commande publique

**Numéro d'enregistrement** : FRF2210000

**Adresse postale** : Place Alexandre Israël

**Ville** : TROYES

**Code postal** : 10000

**Subdivision pays (NUTS)** : Aube ( FRF22 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : christine.lacaille@troyes-cm.fr

**Téléphone** : 0325426845

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : Service commande publique

**Numéro d'enregistrement** : FRF2210000

**Adresse postale** : Place Alexandre Israël

**Ville** : TROYES

**Code postal** : 10000

**Subdivision pays (NUTS)** : Aube ( FRF22 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : christine.lacaille@troyes-cm.fr

**Téléphone** : 0325426845

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

#### 8.1 ORG-0006

**Nom officiel** : Service commande publique

**Numéro d'enregistrement** : FRF2210000

**Adresse postale** : Place Alexandre Israël

**Ville** : TROYES

**Code postal** : 10000

**Subdivision pays (NUTS)** : Aube ( FRF22 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : christine.lacaille@troyes-cm.fr

**Téléphone** : 0325426845

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 117cd48c-1a62-411d-be52-0076ff8ac2b8 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 20/01/2026 à 10:26

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 20/01/2026